

Au-delà des difficultés d'intégration économique, son intégration à la vie de la cité et à la formulation des politiques qui la concerne est également limitée entretenant une certaine défiance de sa part à l'égard de l'Etat, que les récentes manifestations de mars 2021 ont pu mettre en lumière.

Egalement, elle souffre d'un déficit d'accès à d'autres besoins, tel que la culture et le sport. Les jeunes filles sont de plus particulièrement touchées par ces difficultés d'emploi ou liées à d'autres aspirations, et font face à des problèmes spécifiques, en lien avec des facteurs socio-culturels, et concernant notamment les mariages et les grossesses précoces, ou les violences qu'elles subissent. Compte tenu de ces difficultés aux dimensions multiples, la migration irrégulière apparaît souvent comme une perspective possible.

Pour tenter de répondre à ces défis, la présente action a comme objectif central de « Contribuer à l'épanouissement économique, social et politique des jeunes au Sénégal », à travers les résultats attendus suivants :

1. Favoriser l'insertion économique et l'employabilité des jeunes, notamment des jeunes filles/femmes, en privilégiant une économie plus durable sur le plan environnemental ;
2. Accroître la participation de la jeunesse à la vie publique ;
3. Répondre aux autres défis et aspirations sociales de la jeunesse, en particulier des jeunes filles ;
4. Appuyer une meilleure gouvernance des migrations et réintégration des migrants de retour.

La mise en œuvre de cette action consistera en une combinaison de dialogue politique, en lien avec l'appui budgétaire, et d'appuis institutionnels, notamment sous forme de jumelages, ainsi que d'appui à la société civile, qui seront financés par l'enveloppe d'accompagnement.

Pour ce qui est du dialogue politique, en lien avec l'appui budgétaire, le déboursement de la part fixe des tranches annuelles sera sujet aux avancées des mesures inscrites à la matrice commune, développée à l'initiative de l'UE et accordée avec les six autres principaux partenaires d'appui budgétaire du Sénégal (Fonds monétaire international (FMI), Banque mondiale (BM), Banque africaine de développement (BAD), Allemagne, France et Canada), ainsi qu'à l'avancée du programme d'urgence pour la jeunesse. Ces deux éléments constitueront la condition générale « politique publique ». Le déboursement de la part variable des tranches annuelles dépendra elle de mesures/indicateurs spécifiques de l'UE en lien étroit avec les objectifs du présent programme.

Il convient de noter également que la présente action s'inscrira en étroite complémentarité avec l'action « Agropoles d'avenir et l'intégration des chaînes de valeur dans les systèmes alimentaires » du Plan d'Action Annuel (PAA) 2021, y inclus en termes de dialogue politique et de politiques. En effet, de nombreuses convergences d'objectifs existent entre les deux actions, sur notamment les questions suivantes : la réforme des intrants agricoles subventionnés (réforme incluse dans la matrice commune), l'accès au financement, l'appui/conseil aux petites et moyennes entreprises (PME) et aux petites et moyennes industries (PMI), la formation, l'emploi en zone rurale (notamment dans la transformation agricole, l'agroécologie et l'économie verte) et la réduction de la fracture territoriale.

## 2 JUSTIFICATION

### 2.1 Contexte

Conformément aux objectifs et priorités politiques présentés au Plan d'Action Annuel (PAA) 2021 approuvé par le Comité de Pilotage Stratégique (CPS/SSC), la présente action s'inscrit dans le contexte de la relance post-covid et comme une contribution à répondre aux aspirations de la jeunesse, en particulier en termes d'emploi, suite aux troubles sociaux de mars 2021 et à l'adoption par le Gouvernement du « **Programme d'urgence pour l'emploi et l'insertion socio-économique des jeunes** ». En lien avec l'engagement global de la Commission en faveur du développement durable par le « Pacte vert » et en cohérence avec le Plan Sénégal Emergent (PSE) Vert du Sénégal, cette action accordera une attention particulière à promouvoir les emplois dans les secteurs de l'agriculture durable, de l'agroécologie et de l'économie verte et circulaire.

En effet, sur les 16,2 millions de personnes que compte la population du Sénégal (2019<sup>1</sup>), 52,1 % ont moins de 20 ans et 76 % moins de 35 ans. L'âge médian, qui partage la population totale en deux parts égales, est de 18 ans. Ce phénomène est d'autant plus marqué dans les grandes agglomérations, comme Dakar, où près de 72 % de la

<sup>1</sup> L'ensemble des données démographiques sont issues des dernières enquêtes de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD).